

# L'Université libre de Bruxelles, engagée et citoyenne

L'ULB soigne son image de faculté « fondamentalement internationale » et « multiculturelle »

BRUXELLES - Correspondant

Ils y sont désormais 3500. Les étudiants français forment le plus gros du contingent étranger à l'Université libre de Bruxelles (ULB), qui compte 28 000 inscrits, dont 33 % ne sont pas belges. Profitant de l'absence de sélection initiale, les Français étudient dans les facultés d'architecture, de psychologie ou à la prestigieuse Solvay Brussels School, la faculté d'économie et de gestion (4 000 étudiants). Ils sont également présents dans les cursus contingents, comme la médecine (30 % de non-résidents maximum par an).

Ce qui était décrit, il y a quelques années, comme une véritable « invasion » des établissements belges pose-t-il problème ? « Non, sauf peut-être dans quelques filières qui ne sont pas extensibles. Les étudiants français sont comme les autres, bénéficient des mêmes droits et des mêmes statuts », explique Yvon Englert, ancien doyen de la faculté de médecine et recteur, depuis 2016, de l'ULB, créée en 1834 – quatre ans à peine après la naissance de la Belgique.

Cet homme placide doté d'un humour très british, spécialiste de la médecine reproductive et de l'éthique médicale, entend défendre les valeurs d'une université « ouverte ». S'il aime à rappeler quelques dates marquantes pour son institution – 1888, la première femme docteur en droit ; 1919, le premier Nobel de médecine pour son compatriote Jules Bordet –, il est surtout attaché à l'une d'entre elles : 1894. L'ULB inscrit à l'époque en tête de ses statuts le principe du « libre examen », qui proclame « en toute matière le rejet de l'argument d'autorité et le principe de l'indépendance de jugement ».

## La polémique Ken Loach

« Il s'agissait de rompre avec le monopole de l'Eglise sur l'enseignement supérieur, de refuser tout dogme, de prôner la rationalité », rappelle le recteur. Un principe qu'il vient de réaffirmer haut et fort alors qu'une polémique l'a opposé au premier ministre belge, Charles Michel. Cet ancien étudiant en droit de l'ULB a critiqué à demi-mot l'octroi, jeudi 26 avril, du titre de docteur honoris causa (titre honorifique) à Ken Loach. Des organisations juives reprochent au réalisateur britannique des déclarations jugées antisémites, voire négationnistes.

Face au chef du gouvernement, qui rejette « tout accommodement avec l'antisémitisme », le

recteur a défendu le principe de la liberté de penser, contre toute pression. « On ne délivre pas un doctoris honora causa à moitié, on le délivre à quelqu'un pour son œuvre, son engagement. Les positions politiques de Ken Loach ne regardent que lui », a répliqué Yvon Englert. L'université a honoré le même jour l'ancienne ministre française Christiane Taubira et le Turc Ahmet Insel, journaliste et ancien professeur à l'université de Galatasaray, éditeur de l'écrivain Orhan Pamuk et auteur de *La Nouvelle Turquie d'Erdogan* (Paris, La Découverte, 2015).

Le recteur entend plus généralement privilégier ce qu'il appelle « l'engagement citoyen » de son université, où un tiers des inscrits bénéficie d'une aide des services sociaux. Au débat sur la sélection, qui se pose en Belgique comme ailleurs, il préfère la discussion sur la formation avant l'université : le système secondaire belge francophone est non seulement très mal classé dans les enquêtes PISA (programme international pour le suivi des acquis des élèves), mais réputé pour être l'un des plus inégalitaires d'Europe. M. Englert entend ainsi accorder une attention

**En 1894, l'ULB inscrit en tête de ses statuts la notion du « libre examen », qui proclame « le principe de l'indépendance du jugement »**

particulière aux jeunes d'origine étrangère, souvent issus des classes les moins favorisées. Il insiste sur la nécessité des aides à la réussite pour remédier au taux d'échec élevé en première année de fac et défend encore la mission d'« ascenseur social » des universités. « Quoi qu'en disent certains, des jeunes d'origine étrangère s'intègrent dans le "top" de notre société », souligne-t-il.

## Coopération obligatoire

L'université bruxelloise mène d'autres combats. Elle maintient, malgré les difficultés, sa coopération – médicale, entre autres – avec la République démocratique du Congo (l'ancien Congo belge du temps de la colonisation). Elle accorde des bourses à des chercheurs en danger, notamment syriens et turcs. Elle entend également faire une place aux réfugiés. « Fondamentalement internationale » et partisane d'une « Europe multiculturelle », selon ses dirigeants, l'ULB compte 35 % de non-Belges dans son personnel académique et scientifique, et 46 % de ses doctorants sont de nationalité étrangère. Elle est, par ailleurs, engagée dans 345 accords de coopération avec des

établissements étrangers et se situe au cœur d'un réseau de partenariats qui réunit la Sorbonne, Cambridge, Oxford, Berkeley, Montréal et Genève.

L'université libre – elle tient beaucoup à ce qualificatif – se voit aussi comme l'un des acteurs-clés de sa région, Bruxelles-Capitale. Malgré les clivages institutionnels et une rupture actée entre établissements néerlandophones et francophones, en 1968 – l'enseignement fut l'un des premiers domaines « communautarisés » dans le royaume –, elle développe des collaborations avec son homologue locale la Vrije Universiteit Brussel, de langue néerlandaise : échanges, formations communes, campus partagé pour les sciences et la faculté polytechnique ainsi que, désormais, un projet d'incubateur et d'innovation, Usquare.brussels, dans un vaste bâtiment déserté par la défense.

Le principe de réalité s'est imposé face aux vieux clivages du pays : la coopération entre établissements des deux communautés est une obligation. Et le néerlandais, qui est en fait la première langue nationale – « plus importante que l'anglais pour certains métiers », relève M. En-

## LE CONTEXTE

### PRIX NOBEL

L'Université libre de Bruxelles a été honorée à plusieurs reprises par le comité Nobel. En 2013, le professeur François Englert, ainsi que Peter Higgs, de l'université d'Edimbourg, ont été récompensés pour leurs travaux sur le boson de Higgs, et leur contribution à une nouvelle compréhension de l'univers. En 1977, il y a Prigogine s'est vu décerner le prix Nobel de chimie, Albert Claude le Nobel de médecine en 1974, tout comme Jules Bordet, dès 1919. Le premier « nobélisé » de l'ULB a été Henri-Marie La Fontaine, Prix Nobel de la paix en 1913.

glert –, fait partie intégrante des formations. Les masters d'ingénieurs se déroulent, eux, totalement en anglais. Comme une grande partie des cours de la Solvay Brussels School. Un « projet langues » vise, par ailleurs, à promouvoir l'acquisition d'autres idiomes par les étudiants.

L'université est d'ailleurs très engagée dans les projets d'innovation pédagogique et la digitalisation des outils via son plan CAP 2030 (notes de cours électroniques et partageables permettant l'importation de vidéos ou de documents extérieurs, etc.), encadré notamment par l'éditeur français Kosmos. Elle veut également développer l'apprentissage sur le long terme et la formation continue, domaines où 5 000 personnes sont actuellement inscrites. Du côté scientifique, l'établissement mise sur les grands domaines où il est déjà actif : dans les biotechnologies, où son Biopark, situé près de Charleroi, compte une cinquantaine de start-up, qui ont permis la création d'un millier d'emplois ; dans la recherche sur le cancer, avec l'Institut Jules-Bordet (200 étudiants en médecine, 160 lits d'hospitalisation) ; dans l'innovation industrielle également, avec les projets d'incubateurs à Bruxelles et Charleroi.

En arrière-fond, toujours, « l'engagement citoyen », cher à Yvon Englert. « La particularité de la Belgique, c'est d'être au croisement des cultures latine, germanique et anglo-saxonne. C'est cela qui fait notre richesse et explique notre ouverture à tous les débats de société. » ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS



SIMON LANDREIN

# Strasbourg ouvre des cours de journalisme dès la licence

Les étudiants pourront suivre dès l'an prochain des enseignements spécifiques et une préparation gratuite au concours de l'école du CUEJ

Tout ce qu'on pouvait dire aux jeunes attirés par le journalisme pendant les études secondaires, c'était d'attendre trois ans après le baccalauréat. Le Celsa, l'IPJ [Institut pratique du journalisme], l'ESJ Lille [Ecole supérieure de journalisme], l'ESJ pro à Montpellier ont mis en place des offres en journalisme en licence. Il fallait que l'université de Strasbourg, qui a une très grande école de journalisme, crée son propre écosystème », résume ainsi Nicole Gauthier, directrice du Centre universitaire d'enseignement de journalisme (CUEJ) d'école de journalisme de

licence de lettres, langues ou sciences sociales, pourront suivre une « initiation au journalisme et aux médias », après sélection sur dossier, CV et lettre de motivation. Une unité d'enseignement (UE) libre de vingt-quatre heures par semestre sera proposée en première année de licence, à partir du second semestre.

## « Sous-traitants de l'ESJ Lille »

Les étudiants en deuxième et troisième années de licence (L2 et L3) suivront deux UE dès la rentrée universitaire. Sous réserve de places disponibles, les étu-

sera mise en place pour la première fois pendant les vacances scolaires de février 2019.

« Un quart de la promotion des élèves ayant intégré le CUEJ sur concours, à la rentrée 2017, sort de l'Académie ESJ, à Lille, et nous n'intégrons que deux ou trois étudiants strasbourgeois chaque année. Nous n'avons pas vocation à être sous-traitants de l'ESJ Lille », tranche la directrice de l'école strasbourgeoise.

Créée en 2014, l'Académie ESJ – parcours postbac créé en partenariat avec les universités lilloises – permet de « s'initier au monde des médias » à raison de

150 étudiants. Les deux premières années de cet enseignement sont validées par un certificat d'initiation au journalisme. Pendant la troisième année de licence, le même volume horaire est consacré à la préparation aux concours.

## Toucher un public plus large

Si le nombre d'heures d'enseignement en journalisme proposées à Strasbourg reste très inférieur aux parcours lillois, les frais de scolarité le sont également. L'inscription à ces UE n'entraîne effectivement pas de frais d'inscription supplémentaires à ceux de la li-

**« Au CUEJ, nous n'intégrons que deux ou trois étudiants strasbourgeois chaque année »**

NICOLE GAUTHIER  
directrice de l'école

reconnues ? La prépa lilloise revendique 60 % d'admis aux concours des écoles reconnues par la profession.

à notre recrutement, assure-t-elle. L'idée est de croiser un objectif de professionnalisation en licence – l'une des missions de l'université – et une mission d'éducation populaire, avec l'éducation aux médias, tout en mettant en valeur le site universitaire strasbourgeois. »

L'Unistra a obtenu 46 384 euros de financement Idex (Initiative d'excellence) le 20 mars pour le lancement des deux premières années de ce projet. A terme, la directrice du CUEJ espère que ses unités d'enseignement toucheront un plus large public, et notamment les futurs enseignants